



Déclaration FSU au CSA-D du 12 mars 2023

Carte scolaire préparation de la rentrée 2024 dans le 1^{er} degré

Avec une dotation de postes négative, notre département subit une politique éducative nationale sans ambition. Cette année encore, le Ministère profite de la baisse démographique pour réaliser des coupes budgétaires, au lieu d'en faire un levier pour améliorer les conditions d'enseignement des professeur-es et les conditions d'apprentissage des élèves. La FSU dénonce les suppressions de postes dans le 1^{er} degré et la dégradation continue du service public d'éducation.

Les errements et l'opacité règnent dans la politique budgétaire de l'Education. Après un premier budget annoncé en novembre, corrigé en décembre, l'annonce en février d'une nouvelle coupe budgétaire de près de 600 millions d'euros pour l'Education Nationale, dont les deux tiers sur le budget de rémunération des personnels enseignants et AESH, nous plonge dans l'incompréhension, d'autant que ses conséquences restent floues. Dans ce contexte, les 16 millions d'euros dépensés pour la distribution aux élèves du CP au CM2 de livrets sur les JO contenant une pièce de deux euros et laissant une large place à la communication gouvernementale, apparaît comme une véritable provocation. Enfin, nous questionnons le fait qu'aucun bilan financier du Pacte n'ait à ce jour été communiqué aux organisations syndicales au niveau national ou local.

Effectifs

Alors que notre système éducatif est à la peine pour faire réussir tous-tes les élèves, alors que la France se distingue par une corrélation inquiétante entre inégalités sociales et scolaires, et que les familles les plus privilégiées continuent de se tourner toujours plus vers le privé, ces choix de suppressions de postes d'enseignant-es du public sont particulièrement alarmantes. On le sait, la réduction des effectifs par classes est l'un des leviers de la réussite scolaire et notamment des élèves les plus fragiles. La France se trouve déjà bien au-delà des effectifs moyens de l'UE. De nombreuses fermetures de classes vont engendrer des hausses d'effectifs. Comment considérer que l'école publique peut accompagner chaque élève de façon optimale avec encore de trop nombreuses classes à 26-27 élèves en cycle 3 et en maternelle ?

Les dédoublements et plafonnements des classes de GS, CP et CE1 portent l'exigence de cette baisse d'effectif pour permettre la réussite et l'émancipation de tous-tes les élèves mais ils ne sont pas suffisants. Pour la FSU, cette baisse d'effectif doit avoir lieu partout et dans tous les niveaux de classe. Nous demandons des postes supplémentaires pour les écoles et la liberté pour les équipes enseignantes d'organiser la structure pédagogique de l'école en fonction des réalités spécifiques. Les contraintes réglementaires (dédoublements et allègements) ont trop contraint les répartitions des classes, et ce cadre rigide est parfois en contradiction avec l'amélioration des conditions d'enseignement car les autres niveaux de classes ont des effectifs trop importants. Pour la FSU, des effectifs ne dépassant pas 22 élèves par classe, 18 en éducation prioritaire, 15 en Petite Section (PS) et Toute Petite Section (TPS) sont des conditions indispensables à la réussite des élèves.

Remplacement

Concernant le remplacement, la situation de notre département est toujours préoccupante. La FSU s'alarme qu'aucun poste de brigades ne soit créé. Cette pénurie d'enseignant-es remplaçant-es a des répercussions importantes sur les conditions de travail des enseignant-es, sur l'organisation des écoles, sur la scolarité des élèves et sur la vie des familles. Cette situation n'est pas tenable. Comment le département compte-t-il résoudre cette problématique sans ouvrir davantage de postes de brigades ?

Ecole inclusive

Le manque de maître-ses E et G et de psychologues scolaires en RASED, et de moyens humains pour réaliser l'inclusion est alarmant. L'inclusion et l'accompagnement des élèves en situation de handicap, ou la prise en charge des élèves au comportement explosif, met nombre d'équipes enseignantes en difficulté : l'explosion et la gravité des faits rapportés dans les fiches SST en sont une illustration. La FSU ne cesse de dénoncer le manque de moyens humains et le manque d'accompagnement et de soutien de l'Institution face à ces situations qui génèrent de la souffrance chez les enseignant-es, chez les élèves et leurs familles. Comment l'école publique peut-elle se dire inclusive quand elle n'est pas en mesure d'offrir aux élèves en situation de handicap un cadre propice à leur développement, et aux enseignant-es un cadre de travail permettant de répondre au mieux aux besoins des élèves ?

De plus, certains élèves sont en grande souffrance car ils vivent des situations d'inclusion trop difficiles pour eux faute de place dans un dispositif ou établissement spécialisé. L'État et l'ARS doivent urgemment prendre des mesures pour que chaque enfant notifié ait une place dans la structure qui lui est le plus adaptée.

Si nous sommes réuni-es aujourd'hui sur le sujet de la Carte scolaire, cela ne nous fait pas oublier les attaques contre l'école publique qui se multiplient au plus haut niveau de l'Etat. Les mesures portées par les différents ministres ces dernières années ont grandement contribué à dégrader le fonctionnement du service public d'éducation. Aujourd'hui, l'école publique va mal, elle peine à attirer et à garder ses personnels, elle peine à tenir ses promesses de réussite pour tous-tes les élèves et d'émancipation de chaque individu. Les réponses apportées à ces constats, faits depuis trop longtemps, sont sidérantes ! Coupes budgétaires et réformes rétrogrades : uniformes, manuels et méthodes imposées, multiplication des évaluations standardisées, groupes de niveaux au collège, généralisation du SNU... Une école du tri social, réactionnaire et autoritaire ! Cette fuite en avant doit cesser. Les enseignant-es continueront à lutter pour préserver leur expertise et leur pouvoir d'agir, pour l'amélioration de leurs conditions de travail et pour des revalorisations salariales significatives. Le 19 mars, ils et elles seront aux côtés de tous-tes les agent-es de la Fonction publique pour défendre une vision d'un service public ambitieux, pour toutes et tous, dans lequel le rôle essentiel des personnels est reconnu et rémunéré à la hauteur des ambitions ! La FSU reste déterminée à défendre un service public d'éducation de qualité !